

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1178

18 mai 2013

SOMMAIRE

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	56503	Green Hostert s.à r.l.	56526
Agro-Sud Finances S.A., SPF	56501	Greensoft S.A.	56498
Ascody Luxembourg	56541	Hugetex S.A. SPF	56511
Asian Capital Holdings Fund	56508	Infor-ID S.A.	56511
Blue Lux S.A.	56498	Invictum s.à r.l.	56520
Boston Mere Property Holdings S.A.	56506	Kortstrukt S.A.	56499
Calibois S.A.	56501	Materials Technics S.A.	56506
Cesto S.A.	56507	MGP Japan Core Plus TMK 2 Holdings S.à r.l.	56511
Compostilla Re S.A.	56510	Norrlanda Oil S.A.	56508
Diamond Investment Fund Partners, S.à r.l.	56512	Novamil Invest S.A.	56502
Diamond Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS	56528	Palenque S.A., SPF	56508
Domus International S.A.	56544	Parmeria S.A., SPF	56502
D.S.E. Corporate Investments S.A.	56509	Patri	56509
D-VB Finapa S.A., SPF	56500	Patrilux S.A.	56506
Dynamic Funds	56539	Patrinvest	56505
East 7 S.A.	56501	PIAA Finance S.A.	56503
EDM International	56510	Poseidon S.A.	56512
ELM Development S.C.A.	56500	Prime Invest I	56505
Entreprise Luxembourgeoise de Peinture & Décoration S.à r.l.	56542	Real Fun Games S.à r.l.	56544
Européenne de Diversification - Eurodiv S.A.	56505	Roseman S.A.	56500
Financière Asturias S.A.	56499	Station Q8 Lepiece Rodange s.à r.l.	56522
First Web S.A.	56499	Strada S.à r.l.	56541
G-Gesellschaft, SPF	56507	Sylan S.A., SPF	56512
G&P Invest Sicav	56507	T-I-Q s.à r.l.	56524
		Tschingel S.A.	56498
		Vestigia	56502
		Vlim Invest S.A.	56510

Greensoft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 145.328.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 juin 2013 à 09.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058409/10/18.

Blue Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 70.468.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058410/10/18.

Tschingel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 88.236.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juin 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058420/10/18.

First Web S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 74.162.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 05 juin 2013 à 08:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059205/696/17.

Financière Asturias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 85.700.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 juin 2013 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058408/10/19.

Kortstrukt S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 55.229.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 9 avril 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 3 juin 2013 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055154/795/18.

D-VB Finapa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.778.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 juin 2013* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058411/10/19.

Roseman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 85.001.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *10 juin 2013* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062071/10/19.

ELM Development S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 164.118.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le *27 mai 2013* exceptionnellement à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Gérant portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. décharge aux membres du Conseil de Surveillance et au Gérant;
5. divers.

Le Gérant.

Référence de publication: 2013055152/10/16.

East 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 168.689.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *June 7, 2013* at 11.00 a.m. at the registered office with the following

Agenda:

- To receive the Management Reports of the Directors and the Reports of the Statutory Auditor for to receive the Management Report and the Report of the Auditor for the year ended December 31, 2012,
- to approve the annual accounts as December 31, 2012 and appropriation of the earnings,
- decision to continue the Company's activities,
- to grant discharge to the Directors in respect of the execution of their mandates,
- statutory appointments,
- to fix the remuneration of the Auditor.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013064276/755/20.

Calibois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 26.069.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *7 juin 2013* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064275/795/17.

Agro-Sud Finances S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 53.315.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le *28 mai 2013* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013059979/1023/17.

Vestigia, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 104.507.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on 7 June 2013 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts as at 31 December 2011 and as at 31 December 2012 and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor thereon.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2011 and as at 31 December 2012.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2013064285/534/18.

Parmeria S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 5.391.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 juin 2013 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Ratification de la nomination de la société PACBO EUROPE Administration et Conseil Sàrl,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant cette Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064282/755/19.

Novamil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 100.958.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting dated April 25, 2013 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on June 20, 2013 at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013064280/795/17.

PIAA Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 97.562.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 7 juin 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064283/506/16.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 129.880.

We are pleased to invite the shareholders at the

ORDINARY GENERAL MEETING

of the Company (the Ordinary Meeting) to be held at its registered office on June 19th, 2013 at 11:00 am for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's consolidated financial statements. Approval of the Company's consolidated financial statements for the year ended December 31, 2012.
2. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's annual accounts. Approval of the Company's annual accounts as at December 31, 2012.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the members of the Board of Directors for the exercise of their mandate throughout the year ended December 31, 2012.
5. Re-appointment of actual Board members.
6. Appointment of Caroline Verhaeven as B Director.
7. Approval of a Director's fee for the financial year 2013 as stated in the Directors' report.
8. Authorization to the Board of Directors to appoint one or more of its members as the Company's attorney-in-fact.
9. Authorization to the Board of Directors to (i) repurchase a maximum number of 10,000,000 class A shares (LU0327662697) of the Company, having a par value of US\$ 1 each, in accordance with article 49-2 of the law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended, (the Law) for a maximum duration period of five years, (ii) fix the consideration to a price ranging between a minimum consideration of [nominal value] (included) and a maximum consideration of [NAV] (included), and (iii) take all required action to complete the repurchase (including but not limited to implement a share buy-back program).
10. Authorization to the Board of Directors to (i) repurchase a maximum number of 5,000,000 class B shares (LU0338952244) of the Company, having a par value of US\$ 1 each, in accordance with article 49-2 of the Law for a maximum duration period of five years, (ii) fix the consideration to a price ranging between a minimum consideration of [nominal value] (included) and a maximum consideration of [NAV] (included), and (iii) take all required action to complete the repurchase (including but not limited to implement a share buy-back program).
11. Miscellaneous.

Total Voting Rights

The share capital of the Company is on the date hereof represented by 47,446,946 A Shares with a par value of US\$ 1 each, 15,096,098 B Shares with a par value of US\$ 1 each, 7,600,000 D Shares with a par value of US\$ 1 each, 25,000 CA Shares with a par value of US\$ 1 each, and 25,000 CB Shares with a par value of US\$ 1 each, and 1,000 CD Shares with a par value of US\$ 1 each. The authorized share capital of the Company including the issued capital of the Company is set at US\$ 500,000,000. The A Shares, B Shares and C Shares all carry voting rights in general meetings on an unrestricted "one share one vote" basis.

Right to participate to the Meeting

Any shareholder who holds one or more shares of the Company shall be admitted to the Meeting and may vote in person or by appointing in writing another person, who needs not be a shareholder, as its proxy. Any shareholder and/or proxyholder participating in the Meeting shall carry a valid proof of identity.

Procedures for attending and voting at the Meeting

a. Shareholders wishing to exercise their right to vote at the Meeting shall declare themselves not less than 14 days prior to the date of the Meeting (the Record Date) in the manner set forth hereunder:

Shareholders wishing to attend the Meeting in person:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to attend the Meeting in person must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depositary (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.

- Any shareholder must in addition to the above, no later than 72 hours prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the attendance confirmation sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com).

Certificates issued by financial institutions or professional depositaries (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only attendance confirmations provided by the Company.

Shareholders wishing to vote through proxy:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to vote through proxy at the Meeting must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depositary (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.

- Any shareholder must no later than 72 prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the proxy sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com) and to the Company to the attention of Yves Mertz, by fax (+352/26.33.42.52) or e-mail (yves.mertz@cerlux.eu) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Certificates issued by financial institutions or professional depositaries (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only proxy provided by the Company.

b. Any shareholder of nominative shares having been duly registered in the shareholder's register of the Company is allowed to attend the Meeting upon presentation of a valid document evidencing its identity.

c. In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend the Meeting in person and vote at the Meeting on behalf of such entity, must present evidence of their authority to attend, and vote at, the Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the relevant entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be filed with the Company not later than 72 hours prior to the Meeting, at the Company's registered office in Luxembourg. The original documentation evidencing the authority to attend, and vote at, the Meeting, or a notarized and legalized copy thereof, must be presented at the Meeting.

d. Pursuant to the Company's articles of association, resolutions at the Ordinary Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present or represented.

e. Holders of shares representing at least 5% of the issued shares of the Company are entitled to (i) insert items on the Agenda of the Meeting and (ii) present a draft resolution on the items of the Agenda of the Meeting.

f. The holders of shares contemplating to exercise their rights referred to in item e. above shall, no later than twenty-two days prior to the date of the Meeting, address in writing to the Company, either by mail e-mail or fax, a draft of the resolution respectively the items to be inserted in the Agenda of the Meeting, to one of the following:

Per mail: 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

Per fax: +352/26.33.42.52

Per e-mail: yves.mertz@cerlux.eu

Copies of the convening notice, proxy and attendance confirmation as well as the Company's 2012 annual Report and the Company's annual accounts as at December 31, 2012, together with the board of directors' and the independent auditors' reports thereon are available on our website at <http://www.acheronportfolio.lu/> or at the free disposal of the shareholders at registered office of the Company.

Luxembourg, May 17, 2013.

For and on behalf of the board of directors of the Company

Director / Director

Référence de publication: 2013064274/755/110.

Européenne de Diversification - Eurodiv S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 90.756.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 juin 2013 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes y relatifs.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064277/534/16.

Patrinvest, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 69.080.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 28 mai 2013 à 10 heures 30 au 15, Côte d'Eich, L-1450, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
2. Modification afférente de l'article 22 des statuts.
3. Divers.

Référence de publication: 2013057649/13.

Prime Invest I, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.202.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on 7 June 2013 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts as at 31 December 2010, as at 31 December 2011 and as at 31 December 2012 and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor thereon.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2010, as at 31 December 2011 and as at 31 December 2012.

56506

3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Elections.
6. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2013064284/534/20.

Boston Mere Property Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 100.225.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *May 27, 2013* at 11.30 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2012
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013059193/795/15.

Patrilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 30.409.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *mardi 28 mai 2013* à 12 heures 00 au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
2. Modification afférente de l'article 21 des statuts.
3. Divers.

Référence de publication: 2013057647/581/13.

Materials Technics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 52.042.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *29 mai 2013* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012
4. Décision conformément à l'article 100 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société
5. Affectation du résultat
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059194/795/19.

Cesto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 130.586.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 28 mai 2013 à 11 heures 30 au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
2. Modification afférente de l'article 23 des statuts.
3. Divers.

Référence de publication: 2013057648/581/13.

G-Gesellschaft, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 158.081.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 5 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064278/506/16.

G&P Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 111.408.

Die Aktionäre der G&P Invest SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 29. Mai 2013 um 14.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der G&P Invest SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013057653/10183/31.

Norrlanda Oil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 100.482.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 juin 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064279/534/16.

Palenque S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.053.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le 5 juin 2013 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064281/795/16.

Asian Capital Holdings Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 43.100.

Our shareholders are hereby kindly convened to assist at the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of the Fund which will be held on 28 May 2013 at 3.30 p.m. (Luxembourg time) at the Fund's registered office to deliberate and vote on the following:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Board of Directors of the Fund for the financial year ended on 31 December 2012;
2. Presentation of the Report from DELOITTE AUDIT S.à r.l., Réviseur d'Entreprises Agréé, for the financial year ended on 31 December 2012;
3. Approval of Audited Financial Statements for the financial year ended on 31 December 2012;
4. Distribution of the net result for the financial year ended on 31 December 2012, as follows:
 - USD 0.25 per share for the class A of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-ACH;
 - EUR 0.19 per share for the class B of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-ACH;
 - CHF 0.23 per share for the class C of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-ACH;

- USD 0.25 per share for the class A of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-CHINA;
- EUR 0.19 per share for the class B of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-CHINA;
- CHF 0.23 per share for the class C of the sub-fund Asian Capital Holdings Fund-CHINA;
- 5. Discharge of the Directors from all their duties during, and in connection with, the financial year ended on 31 December 2012;
- 6. Renewal of the mandate of the Directors for a period of one year ending with the Annual General Meeting of Shareholders of the Fund in 2014 which will approve the Audited Financial Statements of the financial year ending on 31 December 2013;
 - Mr John ALEXANDER, Chairman and Director
 - Mr Sylvain RODITI, Director
 - Mr Lionel AESCHLIMANN, Director
 - Mr Richard KATZ, Director
 - Mr Geoffroy LINARD DE GUERTECHIN, Director
 - Mr Dirk-Jan van OMMEREN, Director
 - Mr Dirk WIEDMANN, Director
- 7. Renewal of the mandate of DELOITTE AUDIT S.à r.l., as Réviseur d'Entreprises Agréé, for a period of one year ending with the Annual General Meeting of Shareholders of the Fund in 2014, which will approve the Audited Financial Statements of the financial year ending on 31 December 2013.

Please be informed that no quorum is required for the items on the agenda of the Meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast. Each share has a voting right. Shareholders may vote in person or by proxy.

The owners of bearer shares wishing to join this Meeting must deposit their shares five business days prior to the Meeting at the registered office.

Shareholders who will not be able to attend the AGM may be represented by power of proxy, the form of which is available at the registered office of the Fund or the Paying Agent. The form should be duly filled in and returned by fax to +352 2488 8491 or by email (n.schroeder@bpere.eu) before 6.00 pm (Luxembourg time) on 27 May 2013 with the original to follow by post to the Fund at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

We would much appreciate if you could inform us at least two business days prior the Meeting by email n.schroeder@bpere.eu or by phone (00352 24 88 - 2656), if you have the intention to attend physically the Meeting.

The Audited Financial Statements as at 31 December 2012 are available at the registered office of the Fund and on the following website: www.groupeedr.eu (Directory NAV Center).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013059980/755/51.

Patri, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 67.161.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 28 mai 2013 à 11 heures au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 20 des statuts relatif à la Délégation et représentation
2. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
3. Modification afférente de l'article 23 des statuts.
4. Divers.

Référence de publication: 2013057646/14.

D.S.E. Corporate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 77.406.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 26 mars 2013.

Référence de publication: 2013039859/10.

(130049326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Compostilla Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 116.203.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le mardi 5 mars 2013 au siège social, 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg 10.30 heures

L'Assemblée décide de nommer comme administrateurs:

- Miguel Temboury Molina, Président, résidant en Espagne
- Eduardo Escaffi Johnson, Administrateur, résidant au Chili
- Claude Weber, Administrateur, résidant au Grand-Duché de Luxembourg
- Brian Collins, Administrateur, résidant au Grand-Duché de Luxembourg

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 délibérant sur les comptes annuels de 2013.

L'assemblée nomme Ernst & Young, 7 Rue Gabriel Lippmann - Pare d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach comme réviseur d'entreprises indépendant Ce mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2014 et qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013043578/23.

(130053753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Vlim Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 152.319.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 juin 2013 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064286/795/16.

EDM International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 50.523.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of EDM INTERNATIONAL will be held at the offices of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, on May 28, 2013 at 9.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor for the year ended as at December 31, 2012;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at December 31, 2012;
3. Allocation of the net results;
4. To discharge the Board of Directors with respect of their performance of duties for the year ended as at December 31, 2012;

5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of EDM INTERNATIONAL the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Shareholders are informed that they may obtain copies of the latest report at the registered office of the Company. They also may request that the report is sent to them free of charge.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013059981/755/28.

Hugetex S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 4.787.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, le 28 mai 2013 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059195/534/16.

Infor-ID S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 54.077.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 mai 2013 à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013055873/696/15.

MGP Japan Core Plus TMK 2 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.151.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/03/2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013040140/12.

(130049322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Poseidon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 13.338.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 27 mai 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059197/506/16.

Sylan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 30.919.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 mai 2013 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013059987/1023/16.

Diamond Investment Fund Partners, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1126 Luxembourg, 7, rue d'Amsterdam.
R.C.S. Luxembourg B 176.992.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth day of the month of April.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Swiss Asset Advisors (Cyprus) Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Cyprus with registered office at 35, Theklas Lysioti, Eagle Star House, 6th floor, P.C. 3030, Limassol, Cyprus and registered with the Registrar of Companies of the Republic of Cyprus under number HE 212913,

here represented by here represented by Ms Laura ROSSI, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Limassol, Cyprus.

Said proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

1. Art. 1. Name.

1.1 There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Diamond Investment Fund Partners, S.à r.l." (the Company).

2. Art. 2. Corporate Object.

2.1 The object of the Company is to act as the general partner (actionnaire gérant commandité) of Diamond Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS, an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) subject to the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act) under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions).

2.2 The Company may in particular:

2.2.1 use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin or type, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise.

2.2.2 give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

2.3 The Company is entitled to take any action which may seem necessary or useful in order to achieve or to further the corporate purpose.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4. Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary General Meeting. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Board.

4.3 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

4.4

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's subscribed share capital is fixed at seventeen thousand and five hundred US dollars (USD 17,500) represented by one hundred and seventy-five (175) shares of a nominal value of one hundred US dollars (USD 100) each.

6. Art. 6. Amendments to the Share capital.

6.1 The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting.

7. Art. 7. Profit sharing.

7.1 Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

8. Art. 8. Indivisible shares.

8.1 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a single representative towards the Company.

9. Art. 9. Transfer of shares.

9.1 The Company's shares are freely transferable amongst its shareholders and if they are held only by a sole shareholder.

9.2 In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company or in case of withdrawal of a shareholder from the Company by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the remaining shareholders.

10. Art. 10. Redemption of shares.

10.1 The Company shall have the power to acquire shares of its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

10.2 The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders.

11. Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The Company's existence will be unaffected by the death, the suspension of civil rights, the insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

12. Art. 12. Management.

12.1 The Company is managed by a board of managers (conseil de gérance) (the Board) of at least three managers (the Managers). The Managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the General Meeting. The General Meeting may at any time and without cause dismiss and replace one or more Managers.

12.2 In dealing with third parties, the Board will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article have been complied with.

12.3 All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the General Meeting fall within the power of the Board.

12.4 The Company shall be bound by the joint signatures of any Manager with an A signature and any Manager with a B signature.

12.5 Any Manager may sub-delegate his/her powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The Manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12.6 The resolutions of the Board shall be adopted by the majority of the Managers present or represented. The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the Managers are present or represented at a meeting of the Board.

12.7 A chairman pro tempore of the Board may be appointed by the Board for each meeting of the Board by vote of the majority of the Managers present or represented at the meeting of the Board. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the Board for which he/she has been appointed.

12.8 Written notice of any meeting of the Board will be given to all Managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting except in circumstances of emergency. A meeting of the Board can be convened by any Manager. This notice may be waived if all the Managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

12.9 A Manager may act at a meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another Manager as his/her proxy. A Manager may also participate in a meeting of the Board by conference call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the Board will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any Managers attending the meeting, or by the chairman of the Board, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

12.10 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the Board held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

13. Art. 13. Liability of the managers. The Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

14. Art. 14. General meetings of the shareholder(s).

14.1 An annual general meeting of the shareholders (the General Meeting) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office of the Company as may be specified in the notice of the General Meeting.

14.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of the General Meeting.

14.3 As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolution(s) of shareholders, instead of being passed at the General Meeting, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

15. Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority.

15.1 The sole shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting.

15.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his/her shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

15.3 However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital. The nationality of the Company can only be changed by unanimous vote.

16. Art. 16. Financial year. The Company's year starts on 1 January and ends on the 31 December of each year.

17. Art. 17. Financial statements.

17.1 Each year as at the 31 December, the Company's balance sheet and the profit and loss statement are established under the responsibility of the Board.

17.2 Each shareholder may inspect the balance sheet and the profit and loss statement at the Company's registered office.

18. Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The Board may decide to pay interim dividends.

19. Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

20. Art. 20. Auditor. The Company may appoint an auditor (réviseur d'entreprises) in lieu of a commissaire aux comptes subject to applicable legal provisions.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established and shares have been subscribed as follows:

Swiss Asset Advisors (Cyprus) Limited, prenamed: one hundred and seventy-five (175) shares

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of seventeen thousand and five hundred US dollars (USD 17,500) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

The valuation certificate and the confirmation by the shareholder(s), after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2013.

Statement and estimate of costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,250.-.

The corporate capital of USD 17,500.- is valued at EUR 13,369.-.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the shareholder representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

- the number of managers is set at four (4). The meeting appoints as managers of the company for an unlimited period of time and entitles them with the following signature power:

- Mr Michael Arlen BLANK, director, born on 26 October 1950 in Baltimore, Maryland and having his professional address at 11 Grienbachstrasse, 6300 Zug, Switzerland, with an A signatory power;

- Mr Giuseppe MAZZEO, employee, born on 23 July 1965 in Braggio, Switzerland and having his professional address Four Seasons Tower, 1441, Brickell Ave, Suite 1230, Miami, FL 33131, Florida, United States of America, with a B signatory power;

- Mr Alexander ZANZER, consultant, born on 11 February 1965 in Kishinev, Moldova and having his professional address at 14-16, Nervierstraat, 2018 Antwerp, Belgium, with a B signatory power; and

- Mr Raymond GOEBEL, employee, born 27 June 1950 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and having his professional address at 7, rue d'Amsterdam, L-1126 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a B signatory power;

- the registered office is established at L-1126 Luxembourg, 7, rue d'Amsterdam, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am vierten Tag des Monats April.

Vor uns, Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtswohnsitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Swiss Asset Advisors (Cyprus) Limited, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach zypriotischem Recht, mit Gesellschaftssitz in 35, Theklas Lysioti, Eagle Star House, 6th floor, P.C. 3030, Limassol, Zypern und eingetragen im Handelsregister von Zypern unter HE 212913,

hier vertreten durch Frau Laura ROSSI, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Limassol, Zypern.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter des Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In ihrer oben angegebenen Eigenschaft ersucht der/die Erschienene den unterzeichneten Notar, die Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die er/sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

1. Art. 1. Name.

1.1 Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „Diamond Investment Fund Partners, S.à r.l.“ (die Gesellschaft).

2. Art. 2. Gesellschaftszweck.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist als Komplementärin (actionnaire gérant commandité) der Diamond Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS, einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner derzeit gültigen Fassung, in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) zu handeln.

2.2 Die Gesellschaft kann hierzu insbesondere:

2.2.1 ihre Geldmittel zur Auflegung, zur Verwaltung, zur Entwicklung und zur Veräußerung ihres Vermögens, wie auch immer sich dies zusammensetzen sollte, nutzen, sowie zum Erwerb, zur Anlage in und oder Veräußerung von jeglicher Art von Vermögen, sei es materiell oder immateriell, beweglich oder unbeweglich, und insbesondere zum Erwerb eines Portfolios von Wertpapieren gleich welcher Herkunft und gleich welcher Art sowie zur Beteiligung an der Gründung, dem Erwerb, der Förderung und der Kontrolle einer Gesellschaft.

2.2.2 Bürgschaften beibringen und Dritten eine Bürgschaft zu gewähren um ihre Verpflichtungen und die Verpflichtungen von Gesellschaften zu erfüllen, an denen die Gesellschaft direkt oder indirekt beteiligt ist, oder von Gesellschaften, die der gleichen Unternehmensgruppe angehören wie die Gesellschaft und sie darf solchen Gesellschaften jegliche Hilfeleistung zukommen lassen, insbesondere zur Unterstützung der Geschäftsführung dieser Gesellschaften und deren Portfolios, finanzielle Unterstützung, Kredite, Vorschüsse und andere Bürgschaften. Sie darf ihr Vermögen teilweise oder ganz verbürgen, übertragen, belasten oder anderweitig Sicherheiten über Teile ihrer oder über alle ihre Vermögenswerte stellen.

2.3 Die Gesellschaft darf ferner sämtliche Maßnahmen treffen, welche zur Erreichung und zur Förderung des Gesellschaftszweckes nützlich oder dienlich sind.

3. Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4. Art. 4. Sitz der Gesellschaft.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

4.2 Durch einfachen Beschluss des alleinigen Gesellschafters kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

4.3 Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im Inland und Ausland errichten und unterhalten.

5. Art. 5. Kapital der Gesellschaft.

5.1 Das Kapital der Gesellschaft ist auf siebzehntausend fünfhundert US Dollars (17.500,- USD) gesetzt, eingeteilt in hundert und fünfundsiebzig (175) Anteile zu je einem Nominalwert von hundert US Dollars (100,- USD).

6. Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals.

6.1 Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung erhöht oder herabgesetzt werden.

7. Art. 7. Gewinnbeteiligung.

7.1 Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

8. Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile.

8.1 Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

9. Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen.

9.1 Im Falle eines alleinigen Gesellschafters sind Anteile des alleinigen Gesellschafters frei übertragbar.

9.2 Im Falle einer Mehrzahl von Gesellschaftern, muss die Übertragung von Anteilen an Dritte durch die Gesellschafterversammlung, die mindestens drei Viertel des einbezahlten Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, angenommen werden, bzw. im Falle eines Ausscheiden eines Gesellschafters durch drei Viertel der Stimmen der verbleibenden Gesellschafter.

10. Art. 10. Rückkauf von Anteilen.

10.1 Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven und Geldmittel verfügt.

10.2 Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung zu den in dem zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern.

11. Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Insolvenz oder Bankrott der Gesellschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Insolvenz oder des Bankrottes des alleinigen Gesellschafters oder irgendeines Gesellschafters.

12. Art. 12. Geschäftsführung.

12.1 Die Gesellschaft ist verwaltet von einem Geschäftsführerrat (conseil de gérance) von mindestens drei Geschäftsführern. Die Geschäftsführer werden durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung ernannt und können ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzt werden.

12.2 Die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, soweit sich aus diesem Artikel nichts anderes ergibt.

12.3 Der Geschäftsführerrat ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind.

12.4 Die Gesellschaft wird durch die gemeinschaftliche Unterschrift eines Geschäftsführers, welche mit einer A Unterschrift berechtigt wurde und eines Geschäftsführers, welche mit einer B Unterschrift berechtigt wurde, vertreten.

12.5 Jeder Geschäftsführer kann seine Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad hoc Bevollmächtigte delegieren. Der jeweilige Geschäftsführer, der seine Befugnisse delegiert, legt die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (sofern das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

12.6 Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Beschlüsse können nur gefasst werden und der Geschäftsführerrat kann nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

12.7 Der Geschäftsführerrat kann einen Vorsitzenden für jede Sitzung des Geschäftsführerrates durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde.

12.8 Jede Sitzung des Geschäftsführerrates muss wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

12.9 Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich erschienen; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern solche ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

12.10 Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege wirksam gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

13. Art. 13. Haftung der Geschäftsführer.

13.1 Die Geschäftsführer haften nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

14. Art. 14. Gesellschafterversammlung.

14.1 Eine jährliche Versammlung der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

14.2 Andere Versammlungen der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

14.3 Solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

15. Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit.

15.1 Ein alleiniger Gesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

15.2 Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

15.3 Änderungen der Satzung der Gesellschaft können jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren. Die Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig geändert werden.

16. Art. 16. Geschäftsjahr.

16.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

17. Art. 17. Jahresabschluss.

17.1 Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführerrat aufgestellt.

17.2 Jeder Gesellschafter kann am Ort des Gesellschaftssitzes Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

18. Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen.

18.1 Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Der Saldo des Nettogewinns kann an die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung ausgeschüttet werden. Der Geschäftsführerrat kann beschließen, eine Zwischendividende auszuzahlen.

19. Art. 19. Auflösung.

19.1 Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

20. Art. 20. Prüfer.

20.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, soweit gesetzlich zulässig, anstelle eines commissaire aux comptes einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) zu ernennen.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

Swiss Asset Advisors (Cyprus) Limited, wie vorgenannt: hundert und fünfundsiebzig (175) Anteile.

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von siebzehntausend fünfhundert US Dollars (17.500 USD) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Die Bescheinigung über den Wert der Einlage und die Bestätigung des alleinigen Gesellschafters bleibt, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der Erschienenen und den unterzeichneten Notar, dieser Urkunde als Anlage beigefügt und wird zusammen mit dieser Eintragung eingereicht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2013.

Kosten

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die Bestimmungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt werden und bezeugt dies. Des Weiteren bestätigt der unterzeichnende Notar, dass diese Satzung mit den Bestimmungen des Artikels 27 des Gesetzes von 1915 übereinstimmt;

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr 1.250,- EUR.

Das Gesellschaftskapital von 17.500,- USD wird auf 13.369,- EUR abgeschätzt.

Generalversammlung der Gesellschafter nach der Gründung

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der oben genannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

- Die Geschäftsleitung hat vier (4) Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für unbestimmte Zeit ernannt, welche folgende Zeichnungsberechtigungen erhalten:

- Herr Michael Arlen BLANK, Geschäftsführer, geboren am 26. Oktober 1950 in Baltimore Maryland und mit professioneller Anschrift in 11 Grienbachstrasse, 6300 Zug, Schweiz, mit einer A Zeichnungsberechtigung;

- Herr Giuseppe MAZZEO, Angestellter, geboren am 23. Juli 1965 in Braggio, Schweiz und mit professioneller Anschrift in Four Seasons Tower, 1441 Brickell Avenue, Suite 1230, Miami, FL 33131, Florida, Vereinigte Staaten von Amerika mit einer B Zeichnungsberechtigung;

- Herr Alexander ZANZER, Berater, geboren am 11. Februar 1965 in Kischinaw, Moldawien und mit professioneller Anschrift in 14-16, Nervierstraat, B-2018 Antwerpen, Belgien, mit einer B Zeichnungsberechtigung; und

- Herr Raymond GOEBEL, Angestellter, geboren am 27. Juni 1950 in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und mit professioneller Anschrift in 17, rue d'Amsterdam, L-1126 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg mit einer B Zeichnungsberechtigung;

- Als Sitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: L-1126 Luxemburg, 7, rue d'Amsterdam, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der der erschienenen Partei diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst und mit einer englischen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des deutschen vom englischen Text der englische Text maßgebend ist.

Worüber die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat der Bevollmächtigte der Erschienenen mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Laura ROSSI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 avril 2013. Relation GRE/2013/1683. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG.

Junglinster, den 6. Mai 2013.

Référence de publication: 2013058650/393.

(130071947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Invictum s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 89, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 177.131.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-six avril,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

Monsieur Gilles MANGEN, étudiant, né à Luxembourg le 16 juillet 1989, demeurant à L-1635 Luxembourg, 89, allée Léopold Goebel, et

Madame Iris HOFFELT, attachée à la Chambre de Commerce, née à Iserlohn, Allemagne, le 28 mai 1984, demeurant à L-8391 Nospelt, 9, rue des Fleurs.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Invictum s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement au commerce électronique ainsi que toutes prestations y associées, connexes ou complémentaires.

Elle peut en outre exercer tout autre commerce quelconque pourvu que celui-ci ne soit pas spécialement réglementé.

Elle pourra en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 4. Le capital social est fixé à soixante et onze mille cinq cents Euros (Eur 71.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de sept cent quinze Euros (Eur 715,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Le résultat actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille trois cents Euros (Eur 1.300,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées à concurrence d'une somme de € 6.000,- par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire au moyen d'un certificat bancaire et à concurrence de € 65.500,- par un apport en nature sous forme d'un site internet, lequel a fait l'objet d'une évaluation par Messieurs Guy SIMON et Pascal BAULER pour la société Abacus Consulting & Solutions SA en date du 19 avril 2013, dont un exemplaire a été remis au notaire instrumentaire.

Les 100 parts sociales ont donc été toutes souscrites comme suit:

M. Gilles MANGEN, préqualifié:	50 parts sociales
Mme Iris HOFFELT, préqualifiée:	50 parts sociales
TOTAL: cent parts sociales,	100 parts sociales

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil treize.

Assemblée Générale

Les fondatrices prénommées, détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constituées en Assemblée Générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-1635 Luxembourg, 89, allée Léopold Goebel
- 2) La société sera gérée par deux gérants, savoir:

Gérant technique: Monsieur Gilles MANGEN, étudiant, né à Luxembourg le 16 juillet 1989, demeurant à L-1635 Luxembourg, 89, allée Léopold Goebel, et

Gérant administratif: Madame Iris HOFFELT, attachée à la Chambre de Commerce, née à Iserlohn, Allemagne, le 28 mai 1984, demeurant à L-8391 Nospelt, 9, rue des Fleurs.

- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen d'une copie de leurs cartes d'identité.

Signé: G. MANGEN, I. HOFFELT, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 30 avril 2013. Relation: CAP/2013/1506. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme.

Capellen, le 3 mai 2013.

Référence de publication: 2013061621/114.

(130075624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Station Q8 Lepiece Rodange s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 428, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 177.114.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-neuf avril,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Vincent LEPIECE, commerçant, né à Rocourt, Belgique, le 14 avril 1976, demeurant à L-8613 Pratz, 50, rue de Folschette.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «STATION Q8 LEPIECE RODANGE s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Pétange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet:

A - l'exploitation d'une station service pour véhicules automoteurs et d'une sandwicherie, ainsi que

B - le commerce de produits alimentaires et de produits d'épicerie et de confiserie, d'articles pour fumeurs, de boissons alcooliques et non alcooliques, de fleurs, de journaux, d'accessoires divers, de pièces de rechange, d'huiles et de lubrifiants.

Elle a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

De manière générale, la société pourra passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes à fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites comme suit:

- Monsieur Vincent LEPIECE,	100 parts sociales
TOTAL:	100 parts sociales

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil treize.

56524

Assemblée Générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L- 4832 Rodange, 428, route de Longwy.
- 2) La société sera gérée par un gérant: Monsieur Vincent LEPIECE, commerçant, né à Rocourt, Belgique, le 14 avril 1976, demeurant à L-8613 Pratz, 50, rue de Folschette.
- 5) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: V. LEPIECE, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 30 avril 2013. Relation: CAP/2013/1517. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme.

Capellen, le 3 mai 2013.

Référence de publication: 2013061940/110.

(130075767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

T-I-Q s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8311 Capellen, 98, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.110.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-cinq avril,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Stephan Herman PETERS, salarié, né à Weert, Pays-Bas, le 11 janvier 1981, demeurant à L-8311 Capellen, 98, route d'Arlon.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «T-I-Q s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet d'opérer directement ou indirectement, par les sociétés et/ou entités luxembourgeoises et/ou étrangères, des activités de consultance de gestion.

L'objet de la société inclut la détention de participations, sous toutes formes, dans des sociétés et/ou entités luxembourgeoises et/ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autrement d'actions, obligations, instruments de dette, bons de caisse et autres valeurs mobilières de toute sorte, ainsi que la détention, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ses participations et de son portefeuille.

La société peut exercer toute activité commerciale, financière et/ou industrielle ou maintenir des établissements ouverts au public, en relation, directement ou indirectement avec ses activités.

La société peut participer directement et/ou indirectement à l'établissement et au développement de toutes entreprises et/ou entités commerciales, industrielles et/ou financières, luxembourgeoises et/ou étrangères.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de un Euro (Eur 1,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 12.500 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Stephan PETERS préqualifié.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil treize.

Assemblée Générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8311 Capellen, 98, route d'Arlon.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Stephan Herman PETERS, salarié, né à Weert, Pays-Bas, le 11 janvier 1981, demeurant à L-8311 Capellen, 98, route d'Arlon.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: S. PETERS, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 26 avril 2013. Relation: CAP/2013/1485. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme.

Capellen, le 3 mai 2013.

Référence de publication: 2013061948/105.

(130075569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Green Hostert s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 14, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 177.108.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le deux mai

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

La société anonyme GREENVEST HOLDINGS PROJECTS SA avec siège à L-1222 Luxembourg, 14, rue Beck, immatriculée au RCSL sous le numéro B 170.266, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 16 juillet 2012, publiée au Mémorial C numéro 1886 du 30 juillet 2012, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés, représentée aux fins des présentes par son administrateur délégué:

Monsieur Reza BAHREHVAR, administrateur de sociétés, né à Téhéran, Iran, le 23 septembre 1972, matricule 1972 09 23 079, demeurant à L-8013 Strassen, 8, rue Belle-Vue,

Nommé à cette fonction aux termes d'une décision prise en assemblée générale constitutive et habilité à engager la société conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts.

Laquelle comparante, représentée comme sus-dit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «GREEN HOSTERT s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la gestion d'immeubles et de biens immobiliers, l'achat, la vente, la mise en valeur, la location, la promotion et la commercialisation d'immeubles et de biens immobiliers.

Elle pourra emprunter, donner ses immeubles en garantie, se porter caution, consentir toutes hypothèques, le tout tant pour son propre compte que pour le compte de tiers.

Elle a encore comme objet, après obtention le cas échéant des autorisations nécessaires, tous travaux de construction, de rénovation et de remise en état d'immeubles et de leurs alentours, pour son compte propre ou pour compte de tiers.

La société aura également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

D'une manière générale, elle pourra accomplir tous actes et opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser sa réalisation ou son développement.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention de la comparante qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

La comparante reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le représentant de la comparante déclare connaître le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associée unique la société anonyme GREENVEST HOLDINGS PROJECTS SA préqualifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil treize.

Assemblée Générale

La fondatrice prénommée, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constituée par l'organe de son représentant préqualifié en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le siège social est fixé à L-1222 Luxembourg, 14, rue Beck.

2) La société sera gérée par une gérante unique: La société anonyme GREENVEST HOLDINGS PROJECTS SA avec siège à L-1222 Luxembourg, 14, rue Beck, RCSL B 170.266, qui désigne comme représentant permanent son administrateur délégué:

Monsieur Reza BAHREHVAR, administrateur de sociétés, né à Téhéran, Iran, le 23 septembre 1972, matricule 1972 09 23 079, demeurant à L-8013 Strassen, 8, rue Belle-Vue.

3) La société sera engagée en toutes circonstances par les signatures statutaires de la gérante.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: R. BAHREHVAR, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 2 mai 2013. Relation: CAP/2013/1536. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme.

Capellen, le 08 mai 2013.

Référence de publication: 2013061571/122.

(130075545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Diamond Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS, Société d'Investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 177.077.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth day of the month of April.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

I. Diamond Investment Fund Partners S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, rue d'Amsterdam, L-1126 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 12 April 2013 and not yet registered with the Luxembourg trade and companies register, here represented by Ms Laura ROSSI, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (the General Partner); and

II. Swiss Asset Advisors AG, a Swiss public limited liability company (Aktiengesellschaft) incorporated under the laws of the canton of Zug (Switzerland), with registered office at 11, Grienbachstrasse, CH-6300 Zug, and registered with the Swiss trade and companies' register under number CH-170.3.032.064-9, here represented by Ms Laura ROSSI, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (the Limited Shareholder).

Such proxies, after signature ne varietur by the proxy holder(s) of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) (the Articles).

1. Art. 1. Denomination and Form.

1.1 There exists an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "Diamond Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act) and by the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act shall prevail) as well as by these article of incorporation (the Articles).

2. Art. 2. Duration - Dissolution.

2.1 The Company is formed for an unlimited duration. The Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a compartment, if no further compartment is active at this time.

2.2 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner (as defined below) by a resolution of the Shareholders (as defined below) adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 21 hereto as well as by the 1915 Act.

3. Art. 3. Corporate Object.

3.1 The exclusive purpose of the Company is to invest its funds in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the Shareholders or individually a Shareholder) the results of the management of its assets to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in its issuing document of the Company (the Issuing Document).

3.2 Furthermore, the Company is entitled to take any action that may seem necessary or useful in order to achieve or to further the corporate purpose on the basis and within the limits of the 2007 Act.

4. Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner and to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the Shareholders (the General Meeting).

4.2 The General Partner shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

4.3 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such a temporary transfer if the registered office abroad will not affect the Company's valid existence under Luxembourg law.

5. Art. 5. Share Capital - Classes - Compartments - Form of Shares.

5.1 The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares (the Shares and individually a Share) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company. The minimum capital, increased by the share premium (if any), shall be as provided by law, ie one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or the equivalent in any other freely convertible currency. The minimum subscribed capital increased by issuance premiums (if any) of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been admitted to the list referred to article 43 (1) of the 2007 Act.

5.2 The share capital of the Company shall be represented by the following classes of Shares (the Classes and individually a Class) of no par value:

5.2.1 the management shares (the Management Shares) which shall be reserved to the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company and which gives its holder the right to receive a remuneration in accordance with the provisions of the Issuing Document; and

5.2.2 the ordinary shares (the Ordinary Shares) which shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires), and, as the case may be, the General Partner.

5.3 The initial capital is forty two thousand US dollars (USD 42,000) divided into one (1) Management Shares and into four hundred and nineteen (419) Ordinary Shares.

5.4 The General Partner shall determine if other different Classes, the specific features of which will be described in the Issuing Document, will be issued.

5.5 The General Partner may establish portfolios of assets constituting each a compartment (each a Compartment and together the Compartments) within the meaning of article 71 of the 2007 Act with one Class or with multiple Classes. The investment objectives and restrictions of a relevant Compartment may differ from those of other Compartments. The features of a Class may differ from those of other Classes. Irrespective of the Compartments, the Company shall always be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. There will be no cross liability between the Compartments.

5.6 The General Partner may create each Compartment for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Compartment, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class, in accordance with article 7. In respect of the relationships between the Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

5.7 Within each Compartment, Shares can furthermore be issued in series representing all Shares of a Class issued on a valuation date (the Valuation Date).

5.8 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Compartments.

5.9 The Company shall issue Shares in registered form (actions nominatives) only.

5.10 All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated to that effect by the Company. This register shall contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held.

5.11 The entry of the Shareholder's name in the register of Shares evidences the Shareholder's right of ownership over such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such entry shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of the shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the General Partner.

5.12 Share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the General Partner. In the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

6. Art. 6. Issue and Subscription of Shares.

6.1 The General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

6.2 The General Partner may allow for fractional Ordinary Shares to be issued to the nearest thousandth of an Ordinary Share. Such fractional Ordinary Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.3 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Classes shall only be issued during one or more subscription periods or at such other periodicity as provided for in the Issuing Document.

6.4 The subscription of Ordinary Shares will only become effective upon the conclusion of a Subscription Form (the Subscription Form) between the investor and the General Partner. The Subscription Form may contain commitments to contribute a certain amount of cash or contribution in kind to the Company upon the receipt of drawdown notices issued by the General Partner.

6.5 The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments, subsequent commitments, default interests or restriction of ownership. Such other conditions shall be disclosed in the Issuing Document or in the Subscription Form.

6.6 The failure of an investor or Shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of the Issuing Document or Subscription Form or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or Shareholder penalties determined by the General Partner and detailed in the Issuing Document or in the Subscription Form.

6.7 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share shall be the net asset value per Share as determined in compliance with article 10 of these Articles as of such Valuation Date. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable subscription fees, as determined by the General Partner. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner.

6.8 The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price and to deliver them.

6.9 If subscribed Ordinary Shares are not paid for, the General Partner may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions or the General Partner may convert the Shares into default Shares which may be redeemed by the Company at a price below its value as defined in the Issuing Document or in the Subscription Form.

6.10 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such assets comply with the investment objectives, restrictions and policies of the relevant Compartment.

7. Art. 7. Redemption of Shares.

7.1 Excepted as otherwise stated in the Issuing Document, any Shareholder may at any time require the redemption of all or part of his/her/its Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner within the limits provided by law, these Articles and the Issuing Document.

7.2 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares may be redeemed in any Class; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be redeemed as of such Valuation Dates as provided for in the Issuing Document. The General Partner may impose a lock-up period during which redemption of Shares are not allowed.

7.3 The redemption price per Share shall be paid within a period as determined in the Issuing Document, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

7.4 The redemption price shall be equal to the net asset value per Share, as determined in accordance with the provisions of article 10 of these Articles, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the General Partner. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

7.5 If as a result of any request for redemption the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Class would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class. At the General Partner's discretion, the General Partner reserves the right to transfer any existing Shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one Class into another appropriate Class without charge.

7.6 Shares of any Class will not be redeemed in circumstances where the calculation of the net asset value per Share of such Class is temporarily suspended by the General Partner pursuant to article 11 of these Articles.

7.7 If on any given Valuation Date, redemption requests and/or conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number or value of Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that all or part, on a pro rata basis for each Shareholder asking for the redemption and/or conversion of his/her/its Shares, of such requests for redemption and/or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

7.8 The Company shall have the right, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie. This will be done by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes equal in value (calculated in the manner described in article 10 of these Articles) as of the relevant Valuation Date, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such a case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes. The valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

7.9 All redeemed Shares will be cancelled.

8. Art. 8. Conversion of Shares.

8.1 Unless otherwise specified in the Issuing Document, Shareholders are entitled to convert all or part of their Shares of a particular Class into Shares of other Class(es) (as far as available) within the same Compartment or Shares of the same or different Classes (as far as available) of another Compartments, each time subject to the prior approval of the General Partner.

8.2 The price at which Shares shall be converted will be determined by reference to the net asset value of the relevant Shares calculated on the relevant Valuation Date, taking into account the actual rate of exchange on the day concerned.

8.3 If the Valuation Date of the Class or Compartment taken into account for the conversion does not coincide with the Valuation Date of the Class or Compartment into which they shall be converted, the Shareholders' attention is drawn to the fact that the amount converted will not generate interest during the time separating the two Valuation Dates.

8.4 The price for the conversion of Shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two Classes, calculated on the same Valuation Date subject to the provisions of the Issuing Document. A conversion of Shares will be treated as a redemption of Shares and a simultaneous purchase of Shares of the acquired Class and/or Compartment.

8.5 Article 7.5 will apply mutatis mutandis.

8.6 Shares of any Class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per Share of such Class is temporarily suspended by the General Partner pursuant to article 11 hereof.

8.7 The Shares which have been converted into Shares of another Class may be cancelled.

9. Art. 9. Restrictions on ownership of Shares.

9.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being herein referred to as Restricted Persons as further described in the Issuing Document).

9.2 In particular, the issue and sale of Shares is only allowed to well-informed investors in the meaning of article 2 of the 2007 Act being understood as an institutional investor, a professional investor and any other investor, including a natural person, if the latter declares in writing his or her adhesion to the well-informed status and has invested a minimum amount of EUR 125,000 or the equivalent amount in any other freely convertible currency.

9.3 If the investor declares in writing his/her/its adherence to the well-informed status and benefits from the appreciation, from a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, an investment company within the meaning of Directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC and Directive 2009/65/EC certifying his/her/its expertise, experience and knowledge to appreciate in an adequate way the investment, then he/she/it may be allowed to invest in the Company an amount of less than EUR 125,000 or the equivalent amount in any other currency.

9.4 The General Partner is entitled to impose stricter conditions as those required by article 2 of the 2007 Act.

9.5 For such purposes the Company may:

9.5.1 decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and/or

9.5.2 at any time require any person whose name is registered, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Restricted Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and/or

9.5.3 decline to accept the vote of any Restricted Person at any General Meeting; and/or

9.5.4 retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or

9.5.5 where it appears to the Company that a Restricted Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder; and/or

9.5.6 compulsorily redeem all Shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the General Partner, either (i) a percentage of the net asset value of the relevant Shares determined by the General Partner and set out in the Memorandum or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of Shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

10. Art. 10. Calculation of Net Asset Value

General

10.1 The Company, each Compartment and each Class in a Compartment have a net asset value determined in accordance with Luxembourg Law and the Articles as of each Valuation Date.

Calculation of the Net Asset Value

10.2 The Company or its administrative agent (the Administrative Agent) under the supervision of the Company, shall compute the net asset value per Class in the relevant Compartment as follows:

10.2.1 The net asset value of each Class in each Compartment shall be calculated in the Reference Currency of the Compartment or Class in good faith in Luxembourg as of each Valuation Date as determined in the Issuing Document.

10.2.2 Each Class participates in the Compartment according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Compartment on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total net asset value attributable to that Class of that Compartment on that Valuation Date. The assets of each Class will be commonly invested within a Compartment but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant Special Section. A separate net asset value per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the net asset value of that Class of that Compartment on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class of that Compartment then outstanding on that Valuation Date.

10.2.3 For the purpose of calculating the net asset value per Class, the net asset value of each Compartment shall be determined by calculating the aggregate of:

(a) the value of the total net assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of these Articles, including all fees attributable to the relevant Compartment, which have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

10.2.4 In accordance with article 52.5 of the 2007 Act, the Company will not be required to establish consolidated accounts with companies held as an investment.

10.2.5 The net asset value shall be determined as follows:

(a) securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;

(b) securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the General Partner;

(c) the value of cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(d) liquid assets and money market instruments are valued at their nominal value plus accrued interest, or on the basis of amortised costs;

(e) If a net asset value is determined for the units or shares issued by an undertaking for collective investment which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the offering and constitutional documents of the relevant undertaking for collective investment and or, at their latest unofficial net asset values (ie, estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the undertaking for collective investment - other than the administrative agent of the undertaking for collective investment) if more recent than their official net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of undertakings for collective investment may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Date, on the basis of the official net asset values determined by the relevant administrative agent of the relevant undertaking for collective investment. However, such net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such undertakings for collective investment, the valuation of the shares or units issued by such undertakings for collective investment may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the General Partner to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the undertaking for collective investment or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the undertakings for collective investment themselves;

(f) the liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Compartment; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(g) all other assets are valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Company.

10.2.6 The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and of its Compartments. This method will then be applied in a consistent way. The Administrative Agent may rely on such deviations.

10.2.7 For the purpose of determining the value of the Company's and the Compartments' assets, the Administrative Agent, having due regards to the standards of care and due diligence in this respect, may, when calculating the net asset value, rely, unless there is fraud, wilful misconduct, manifest error or gross-negligence on its part, upon the valuations provided either (i) the General Partner, (ii) by various recognised independent pricing sources available on the market such as pricing agencies (ie, Bloomberg, Reuters, etc.) indicated by the General Partner, the administrator or investment manager or adviser of an undertaking of collective investment under valuation, (iii) by a broker or trader indicated by the General Partner, (iv) by the valuation agent or (v) by a specialist duly authorised to that effect by the General Partner. Finally, if no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Administrative Agent may rely upon the valuation provided by the General Partner.

10.2.8 In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the Administrative Agent or the Company, which could have a significant impact on the net asset value, or where (ii) the value of any asset may

not be determined as rapidly and accurately as required, the Administrative Agent may be authorised by the Company not to calculate the net asset value for the relevant Compartment or to use such external and specific valuation method or pricing sources provided by the Company or valuation agents appointed for that purpose by the Company and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption prices. The Company shall be informed immediately by the Administrative Agent should this situation arise. The Company may then decide to suspend the calculation of the net asset value in accordance with the procedures described under Article 11.

10.2.9 The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of denomination of the relevant Shares will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Company.

10.2.10 For the purpose of this Article 10,

(a) Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time; until received by the relevant Compartment the price therefore shall be deemed to be an asset of the relevant Compartment;

(b) Shares to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time; until paid by the Compartment the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Compartment;

(c) where on any Valuation Date the Company for the account of a Compartment has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Compartment and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Compartment;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Compartment and the asset to be delivered by the Compartment shall not be included in the assets of the Compartment; provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the General Partner.

10.2.11 General rules

(a) all valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg Law;

(b) the provisions of this Article 10 are rules for determining the net asset value per Share and are not intended to affect the treatment of the assets and liabilities of the Company, the Compartments or any Shares issued by the Company for accounting or legal purposes;

(c) the net asset value per Share may be rounded up or down to the nearest whole cent of the currency in which the net asset value of the relevant Shares is calculated;

(d) the net asset value per Share of each Class in each Compartment will be communicated by the Administrative Agent to the Investors within a reasonable period of time after it is established and is made available to the Investors at the registered office of the Company and available at the offices of the Administrative Agent as soon as practicable after the most recent Valuation Date and in principle, within such period of time as is set forth in each Compartment's Special Section, although in certain circumstances, the net asset value could be made available later. The Company may arrange for the publication of this information in the Reference Currency of each Compartment/Class and any other currency at the discretion of the Company in leading financial newspapers. The Company and the General Partner cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(e) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Compartment as further laid down in the relevant Special Section.

11. Art. 11. Suspension of the calculation of the Net Asset Value.

Suspension events

11.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of Shares of any Compartment and/or the issue of the Shares of such Compartment to subscribers and/or the redemption of the Shares of such Compartment from its Shareholders and/or conversions of Shares of any Class in a Compartment in any of the following circumstances:

11.1.1 when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Compartment, or when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Compartment is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

11.1.2 when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the assets of the Company attributable to such Compartment is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

11.1.3 in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any Investment of the Company attributable to such Compartment or if, for any exceptional circumstances, the value of any asset of the Company attributable to such Compartment may not be determined as rapidly and accurately as required;

11.1.4 if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets attributable to such Compartment cannot be effected at normal rates of exchange;

11.1.5 when there exists in the opinion of the General Partner a state of affairs where disposal of the Company's assets attributable to such Compartment, or the determination of the Net Asset Value of the Shares, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming Shareholders;

11.1.6 when for any reason the prices of any Investments owned by the Company attributable to such Compartment cannot promptly or accurately be ascertained or when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more target undertakings of collective investment representing a substantial portion of the assets of the relevant Compartment is suspended;

11.1.7 in accordance with, and in the circumstances set out under, article 10.2.8;

11.1.8 when the suspension is required by law or legal process;

11.1.9 when for any reason and in its absolute discretion the General Partner determines that such suspension is in the best interests of Shareholders;

11.1.10 upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company.

Notification and effects of suspension

11.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify all Shareholders of the relevant Compartment of such suspension.

11.3 Such suspension as to any Compartment will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue and conversion of Shares of any other Compartment.

11.4 Any request for subscription and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Compartment, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company before the end of the suspension period, such application will be dealt with on the first Valuation Date, as determined for each relevant Compartment, following the end of the period of suspension.

12. Art. 12. Investment policy, investment restrictions and committees.

12.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's and its Compartments' assets, in accordance with the 2007 Act and other applicable laws and regulations, (iii) the hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Compartments and (iv) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions.

12.2 The General Partner, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Issuing Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other funds and/or their compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Compartments be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

12.3 The General Partner may establish committees within each Compartment and determine the functions of such committees including recommendations and advices in relation to the management and affairs of the Company in respect of the relevant Compartment. The denomination of the committee and the rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of the said committee shall be as set forth in the Issuing Document.

13. Art. 13. Liability of shareholders.

13.1 The owners of Ordinary Shares are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

13.2 The General Partner's liability shall be unlimited.

14. Art. 14. General Meetings.

14.1 The annual General Meeting will take place each year in Luxembourg on the last Thursday in June of each year at 14.00 (Luxembourg time). If such day is not a Business Day (as defined in the Issuing Document), the General Meeting will take place on the preceding Business Day.

14.2 Other General Meetings may take place at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

14.3 A representative of the General Partner shall chair all General Meetings.

14.4 Any Shareholder may participate in a General Meetings by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the General Meeting can be identified, (ii) all persons participating in the General Meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the General Meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a General Meeting by such means shall constitute presence in person at such General Meeting.

14.5 The Shareholders of a Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters that relate exclusively to such Compartment.

14.6 In addition, the Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters that relate exclusively to such Class.

15. Art. 15. Notice, quorum, proxies, majority.

15.1 The notice periods and quorum rules required by the 1915 Act shall apply with respect to the General Meeting, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided in the Articles.

15.2 Each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing whether in original or by telefax, telegram or telex.

15.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting with the consent of the General Partner.

15.4 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any General Meeting.

16. Art. 16. Convening notice.

16.1 The General Partner shall convene General Meetings. Convening notices for every General Meeting shall contain the agenda.

16.2 Notices by mail shall be sent eight (8) days before the General Meeting to registered Shareholders, at the Shareholder's address on record in the register of Shareholders.

16.3 Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

16.4 If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting, and if they state that they have been informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

17. Art. 17. Powers of the General Meeting. Any regularly constituted General Meeting of the Company, a relevant Compartment or Class shall represent the entire body of the Company, that Compartment or Class. It may only resolve on any item whatsoever only with the agreement of the General Partner.

18. Art. 18. Management.

18.1 The Company shall be managed by Diamond Investment Fund Partners S.à r.l. (the General Partner), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and who shall be the liable partner (actionnaire - gérant - commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

18.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of Shareholders.

18.3 The General Partner shall namely have the power to carry out the purpose of the Company on its behalf, to perform all acts, enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or incidental thereto.

19. Art. 19. Depositary.

19.1 To the extent required by the 2007 Act, the Company shall enter into a depositary agreement with a credit institution as defined by the Luxembourg act of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time (the Depositary).

19.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Act. If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary has been appointed to act in the place thereof.

19.3 Until the Depositary is replaced, which must happen within a period of two months from the decision of the General Partner to terminate the appointment or the decision of the Depositary to retire, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company.

20. Art. 20. Authorised signature. The Company shall be bound by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner. Such authority may not be conferred to a limited partner of the Company.

21. Art. 21. Auditor.

21.1 The annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

21.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 1915 Act and the 2007 Act.

22. Art. 22. Accounting year - Accounts.

22.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and it shall terminate on 31 December of each year.

22.2 The accounts of the Company shall be expressed in USD.

23. Art. 23. Application of income.

23.1 The General Meeting determines, subject to the approval of the General Partner and within the limits provided by law, the Articles and the Issuing Document, how the income from the Compartment will be applied with regard to each existing Class, and may declare, upon the consent of the General Partner, distributions.

23.2 For any Class entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with applicable laws.

23.3 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

23.4 The General Partner may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends.

23.5 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration will be forfeited and revert to the Class(es) issued in the respective Compartment.

23.6 The Company will pay no interest on a dividend declared and kept by it at the disposal of its beneficiary.

24. Art. 24. Merger, dissolution and liquidation of compartments and of the Company.

Liquidation or Merger of Compartments or Classes

24.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Compartment or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment or Class to be operated in an economically efficient manner or a substantial modification in the political, economic or monetary situation occurs or as a matter of economic rationalisation the General Partner may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their Shares into Shares of another Compartment under terms fixed by the General Partner to redeem all the Shares of the relevant Compartment or Class at the net asset value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect). The Company will serve a notice to the holders of the relevant Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

24.2 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Compartment.

24.3 In addition, the General Meeting of any Class or of any Compartment will, in any other circumstances and without quorum and by simple majority, have the power, subject to the approval of the General Partner, to redeem all the Shares of the relevant Compartment or Class and refund to the Shareholders the net asset value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect.

24.4 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with a bank or credit institution as defined by the act of 5 April 1993 on the financial sector, as amended for a period of six (6) months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

24.5 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of the 2007 Act, the act of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment or to another compartment within such other undertaking for collective investment and to redesignate the shares of the Compartment concerned as shares of another compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one (1) month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new compartment), in order to enable Shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

24.6 Subject to the approval of the General Partner, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Compartment or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an merger by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such General Meeting.

24.7 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another undertaking for collective investment referred in this article or to another compartment within such other undertaking for collective investment will require a resolution of the Shareholders of the Class or Compartment concerned taken with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented, except when such an merger is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such merger.

Winding Up

24.8 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles and subject to the consent of the General Partner.

24.9 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting of the Shareholders by the General Partner. Subject to the consent of the General Partner, the General Meeting of the Shareholders, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

24.10 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting of the Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided, upon the consent of the General Partner, by the Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the General Meeting.

24.11 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

24.12 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Act and the 2007 Act. In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the competent regulatory body, shall be appointed by a General Meeting of the Shareholders, which shall determine their powers and compensation.

24.13 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and, if required by law, in two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

24.14 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be exclusively applicable.

24.15 The issue of new Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting of the Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

24.16 The liquidator(s) will realise each Compartment's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Compartment, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

24.17 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

25. Art. 25. Amendments.

25.1 These Articles may be amended from time to time by a General Meeting, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

26. Art. 26. Applicable law.

26.1. All matters not governed by these Articles shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular, the 1915 Act and the 2007 Act.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2013.

The first annual General Meeting shall be held in the year 2014, in particular to approve the accounts of the first financial year.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

Diamond Investment Fund Partners S.à r.l., prenamed:

Management Shares: one (1)

Ordinary Shares: sixty nine (69)

Swiss Advisors AG, prenamed:

Ordinary Shares: three hundred fifty (350)

Total of Management and Ordinary Shares four hundred and twenty (420)

All Management and Ordinary Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the paid-in share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement and estimation of formation expenses

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The appearing parties declare that the expenses, costs, fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to EUR 2,700.-.

The paid up capital of USD 42,000.- is valued at EUR 32,085.60.

General Meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a General Meeting.

Having first verified that the General Meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

- that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
- that RSM Audit Luxembourg S.à r.l., with registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, has been appointed as the external auditor of the Company for a period ending at the annual general meeting to be held in 2014; and
- that the address of the registered office of the Company be at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present Articles are worded in English.

In witness whereof we, the undersigned notary, have set our hand and seal on the day and year first hereabove written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: Laura ROSSI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 avril 2013. Relation GRE/2013/1684. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG.

Junglinster, den 6. Mai 2013.

Référence de publication: 2013060681/614.

(130074904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2013.

Dynamic Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 81.617.

AUFLOSUNG

Im Jahre zweitausenddreizehn, den dreiundzwanzigsten April.

Vor der unterzeichneten Notarin Karine Reuter, mit Amtssitz in Pétange (Großherzogtum Luxemburg),

in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, fand die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Versammlung“) der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „Dynamic Funds“ (die „Gesellschaft“) mit Sitz in L-1115 Luxembourg, 2, Boulevard Konrad Adenauer, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 81.617, statt.

Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde am 18. April 2001 gegründet. Die Satzung wurde im Mémorial C, Nummer 369 am 18. Mai 2001 veröffentlicht.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Christiane Hoffranzen, geschäftlich ansässig in L-1115 Luxembourg, 2 Boulevard Konrad Adenauer.

Die Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Elisabeth Hornig, geschäftlich ansässig in L-1115 Luxembourg, 2 Boulevard Konrad Adenauer.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Marco Hirth, geschäftlich ansässig in L-1115 Luxembourg, 2 Boulevard Konrad Adenauer.

Nach der ebenso erfolgten Zusammensetzung des Büros der Generalversammlung stellt der Versammlungsvorstand fest, dass:

I. Die Einladung zur außerordentlichen Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts am 22. März 2013 und 8. April 2013 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations und in den Tageszeitungen „Luxemburger Wort“ und „Tageblatt“ veröffentlicht wurde.

II. Die Tagesordnung der Versammlung hat folgenden Wortlaut:

1. Vorlage und Genehmigung des Schlussberichtes des Wirtschaftsprüfers für den Zeitraum vom 1. Januar 2013 bis zum 01. März 2013

2. Genehmigung der Konten für den Zeitraum vom 1. Januar 2013 bis zum 20. März 2013
3. Vorlage und Genehmigung des Berichtes des Liquidators und des Wirtschaftsprüfers
4. Genehmigung der Liquidationskonten
5. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für den Zeitraum vom 1. Januar 2013 bis zum 01. März 2013
6. Entlastung des Liquidators und des Wirtschaftsprüfers
7. Schließung des Liquidationsverfahrens
8. Bestimmung des Ortes, an dem die Bücher und Schriftstücke der Gesellschaft hinterlegt und für einen Zeitraum von 5 Jahren aufbewahrt werden
9. Hinterlegung bei der Caisse des Consignations Luxembourg
10. Verschiedenes

III. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

IV. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass Aktien auf dieser Generalversammlung vertreten sind.

V. Da eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 20. März 2013 einberufen worden war und die jedoch das notwendige Anwesenheitsquorum nicht erreicht hatte, kann die heutige Generalversammlung über die Tagesordnung befinden gleich wie viele Aktien auf der Generalversammlung vertreten sind.

VI. Nach diesen Erklärungen fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den Schlussbericht des Wirtschaftsprüfers für den Zeitraum vom 1. Januar 2013 bis zum 1. März 2013 zu genehmigen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Konten für den Zeitraum vom 1. Januar 2013 bis zum 20. März 2013 zu genehmigen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den Bericht des Liquidators und des Wirtschaftsprüfers zu genehmigen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Liquidationskonten zu genehmigen.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Verwaltungsratsmitglieder für den Zeitraum vom 1. Januar 2013 bis zum 1. März 2013 zu entlasten.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den Liquidator und den Wirtschaftsprüfer zu entlasten.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Liquidation für abgeschlossen zu erklären.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Bücher und Schriftstücke der SICAV bei der DWS Investment S.A., 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg zu hinterlegen und dort für einen Zeitraum von 5 Jahren aufzubewahren.

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, etwaig verbleibende Gelder, welche nicht an die Gläubiger und Anteilsinhaber der SICAV ausgezahlt werden können, bei der Caisse de Consignation zu Gunsten der jeweils Berechtigten zu hinterlegen.

Die Vorsitzende stellt fest, dass die Tagesordnung hiermit erschöpft ist und schließt die Versammlung um Uhr.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. HOFFFRANZEN, E. HORNIG, M. HIRTH, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25 avril 2013. Relation: EAC/2013/5526. Reçu soixante-quinze euros 75,-.

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, LE 6 mai 2013.

Référence de publication: 2013058654/80.

(130072563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2013.

Strada S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.800.000,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 69, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 81.708.

Ascody Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 69, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 175.769.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille treize, le huit mai, par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

Comparaissent:

1. Les gérants de la société STRADA S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 69, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.708 (la Société Absorbante); et

2. Les membres du conseil de gérance de la société Ascody Luxembourg, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 69, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.769 (la Société Absorbée, et ensemble avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes).

Les parties comparantes demandent au notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion qui suit, préparé par les organes de gestion des Sociétés Fusionnantes conformément à la section XIV (Fusions) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés).

1. Introduction.

(A) Toutes les parts sociales de la Société Absorbée sont actuellement détenues par la Société Absorbante.

(B) Les organes de gestions des Sociétés Fusionnantes ont décidé d'entamer une opération de fusion par absorption par laquelle la Société Absorbée transfèrera à la Société Absorbante, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'ensemble de son patrimoine actif et passif (le Patrimoine Actif et Passif), de plein droit, conformément aux articles 278 et 279 de la Loi sur les Sociétés (la Fusion).

2. Caractéristiques de la fusion.

2.1 Caractéristiques des Sociétés Fusionnantes (article 261 (2) a) de la Loi sur les Sociétés)

(a) La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 69, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.708.

(b) La Société Absorbante a été constituée par un acte du 11 avril 2001 de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché du Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1006 du 14 Novembre 2001. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du 8 mai 2013 du notaire instrumentant, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La forme légale, sa dénomination et le siège social de la Société Absorbante ne seront pas modifiées à la suite de la Fusion.

(c) La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 69, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.769.

La Société Absorbée a été constituée par un acte du 1^{er} mars 2013 de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1084 du 07 mai 2013.

2.2 Détention par la Société Absorbante de toutes les parts sociales de la Société Absorbée

(a) La Société Absorbante détient toutes les parts sociales de la Société Absorbée.

(b) Conformément aux dispositions de l'article 279 de la Loi sur les Sociétés, l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire de chacune des Sociétés Fusionnantes ne sera pas nécessaire, étant entendu qu'un ou plusieurs associés de la Société Absorbante détenant au moins 5% des parts sociales de la Société Absorbante peut ou peuvent,

pendant le délai d'un mois qui précède la Date d'Effet (tel que défini ci-dessous), convoquer l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante pour statuer sur l'approbation de la Fusion.

2.3 Date d'effet de la Fusion

(a) La Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes un mois après la publication de ce projet commun de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Date d'Effet).

(b) La Fusion sera opposable aux tiers à la date de publication de l'acte constatant la réalisation de la Fusion.

(c) Du point de vue comptable, la Fusion sera réputée prendre effet à partir du 1^{er} mars 2013. Par conséquent, les opérations effectuées par la Société Absorbée entre le 1^{er} mars 2013 et la Date d'Effet doivent sur le plan comptable être considérées comme ayant été effectuées par la Société Absorbante de manière rétroactive.

2.4 Droits réservés par la Société Absorbante à des catégories particulières d'actionnaires ou des titulaires d'autres instruments financiers, ou les mesures proposées à leur égard (article 261(2)f) de la Loi sur les Sociétés)

Il n'existe pas de classes d'actionnaires ou de détenteurs d'instruments financiers autres que les parts sociales des Sociétés Fusionnantes.

2.5 Avantages particuliers accordés aux membres du personnel administratif, de gestion, les organes de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent (art. 261 (2)g) de la Loi sur les Sociétés)

Aucun avantage particulier n'est fourni à un membre de l'une des catégories ci-dessus.

3. Transfert du patrimoine actif et Passif.

(a) Conformément aux articles 274 et 278 de la Loi sur les Sociétés, à la suite de la Fusion:

(i) le Patrimoine Actif et Passif sera transféré à la Société Absorbante de plein droit;

(ii) la Société Absorbée cessera d'exister, et

(iii) toutes les parts sociales de la Société Absorbée.

(b) Par dérogation au paragraphe 3 (a), le transfert des droits de propriété industrielle et intellectuelle ainsi que des droits réels autres que les sûretés réelles sur meubles et immeubles ne sera opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations.

4. Informations concernant la fusion. Les documents visés à l'article 267, alinéa 1, a), b) et c) de la Loi sur les Sociétés, seront disponibles au moins pendant la période d'un mois précédant la Date d'Effet, aux fins d'inspection par les associés au siège social des Sociétés Fusionnantes.

5. Traitement fiscal de la fusion. La Fusion sera faite au plan fiscal sous le régime de faveur (neutralité fiscale avec continuation des valeurs comptables), conformément à l'article 170(2) de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Le notaire soussigné déclare attester de l'existante et de la légalité du projet de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux parties à la fusion conformément à la Loi.

Dont acte, passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

L'acte ayant été lu aux personnes comparantes, lesdites personnes ont signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Rey, Bourgeois, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 mai 2013. Relation: EAC/2013/6147. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013063464/91.

(130077575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2013.

Entreprise Luxembourgeoise de Peinture & Décoration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4276 Esch-sur-Alzette, 22BIS, rue Louis Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 176.138.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-cinq février.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur José DE OLIVEIRA GOMES, maître peintre, né à Pedrosa - Vila Nova De Gaia (Portugal) le 08 juillet 1967

demeurant à L-4778 Pétange, 61, rue Leonard Schroeder

2.- Monsieur João Paulo MARTINS RODRIGUES, peintre, né à Espinho (Portugal) le 29 mai 1980,

demeurant à L-4276 Esch/Alzette, 22bis, rue Louis Pasteur

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:
Entreprise Luxembourgeoise de Peinture & Décoration S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de peinture et de la décoration.
Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à Esch/Alzette.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur José DE OLIVEIRA GOMES, prénommé, CINQUANTE ET UNE PARTS SOCIALES	51
2.- Monsieur João Paulo MARTINS RODRIGUES, prénommé, QUARANTE-NEUF PARTS SOCIALES	49
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

- I.- Est nommé gérant technique de la société: Monsieur José DE OLIVEIRA GOMES, prénommé
- II.- Est nommé gérant administratif de la société: Monsieur João Paulo MARTINS RODRIGUES, prénommé
- III.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.
- IV.- Le siège social de la société se trouve à L-4276 Esch/Alzette, 22bis, rue Louis Pasteur.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: De Oliveira Gomes, Martins Rodrigues, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 février 2013. Relation: EAC/2013/2716. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santoni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013039897/73.

(130049349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Domus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 106.877.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 mars 2013

Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. La démission des administrateurs suivants est acceptée avec effet immédiat:

Mr Bertrand Michaud, demeurant professionnellement au 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg.

Mme Orietta Rimi, demeurant professionnellement au 40, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Mr Pedro Goncalves, demeurant professionnellement au 40, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

2. La nomination des administrateurs suivants est acceptée avec effet immédiat jusqu'à l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2019:

Mr Pierre Goffinet, demeurant professionnellement au 370, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Mr. Dominique Fontaine, demeurant au 78, rue du Castel, B-6700 Arlon.

Mr. Herbert Grossmann, demeurant au 75, rue des Romains, L-2443 Senningerberg.

3. Le siège social de la société est transféré ce jour à l'adresse suivante:

370, route de Longwy

L-1940 Luxembourg

4. La démission du commissaire SER.COM S.à r.l. est acceptée avec effet immédiat.

5. La société STRATEGO INTERNATIONAL s.à r.l. avec siège social 370, route de Longwy à L-1940 Luxembourg est nommée commissaire jusqu'à l'assemblée générale qui aura lieu en 2019.

Pour extrait conforme

D. FONTAINE

Référence de publication: 2013039878/26.

(130049375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Real Fun Games S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 165.791.

Lors de l'assemblée générale des associés datée du 8 Avril 2013 il a été décidé:

- de nommer comme réviseur d'entreprise, avec effet au 18 Mars 2013,, la Société Mazars Luxembourg ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530, Luxembourg immatriculée au RCS sous le n. B159962. La durée de son mandat est de 1 an et expirera à l'assemblée générale des associés statuant sur l'exercice clôturé au 31.12.2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR REAL FUN GAMES SÀRL

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2013045227/18.

(130054991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.